

Motion de solidarité avec le peuple chypriote

Les participants au 6^e Congrès du Parti de la Gauche Européenne, qui s'est tenu à Benalmadena, Malaga (Espagne) entre le 13 et le 15 décembre 2019 :

déplorent la poursuite de l'occupation illégale par la Turquie de 37 % du territoire de Chypre et l'absence de résolution du problème chypriote ;

se félicitent que la réunion tripartite organisée à Berlin entre le Secrétaire général des Nations unies et les dirigeants des communautés chypriote grecque et chypriote turque a) ait confirmé à nouveau que les négociations et la résolution du problème chypriote reposaient sur le principe d'une fédération bicommunautaire et bizonale fondée sur l'égalité politique, comme prescrit par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, et b) ait indiqué que la déclaration conjointe du 11 février 2014, les convergences obtenues jusqu'à ce jour et le cadre du Secrétaire général des Nations unies du 30 juin 2017 constituaient le mandat de la reprise des négociations ;

soulignent la nécessité que la communauté internationale réagisse de manière décisive face aux actions illégales de la Turquie dans la zone économique exclusive de la République de Chypre et à ses projets illégaux visant à renforcer son installation à Varosha afin de poursuivre son occupation illégale du nord de Chypre et de modifier la structure démographique de cette région ;

réclament la reprise rapide d'un véritable dialogue afin d'aboutir à une complète résolution du problème chypriote, qui permettra de rassembler Chypre et son peuple au sein d'une fédération bicommunautaire et bizonale, possédant une personnalité juridique internationale et une souveraineté uniques et offrant une citoyenneté chypriote unique, conformément au droit international et à l'acquis de l'Union européenne, de mettre fin à la présence illégale des forces d'occupation turques à Chypre et au régime anachronique de garanties étrangères et de prétendus droits à une intervention unilatérale et de garantir les droits de l'homme de tous les Chypriotes et la future prospérité des deux communautés ;

expriment leur solidarité avec l'ensemble du peuple chypriote, chypriotes grecs et chypriotes turcs, ainsi que leur soutien aux efforts qu'ils déploient pour obtenir la réunification de leur pays, et considèrent que la résolution pacifique du problème chypriote contribuera positivement au renforcement de la paix et de la prospérité pour tous les peuples de la région troublée de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient.

La Gauche Européenne se félicite des initiatives de paix bicommunautaires lancées par les Chypriotes, qui encouragent la coexistence et l'égalité des droits plutôt que les pratiques nationalistes génératrices de divisions.

Création d'un réseau de femmes

Le Congrès adopte les décisions suivantes :

Le 6^e Congrès de la Gauche Européenne recommande au Bureau Exécutif de la Gauche Européenne d'organiser un processus de mise en réseau des femmes militantes des partis de gauche. L'objectif est un séminaire où les femmes pourront échanger les expériences qu'elles ont vécues au sein de leur parti en raison de la constitution patriarcale de nos sociétés et donc de nos partis. Les échanges se concentreront sur les obstacles rencontrés par les femmes, ainsi que sur les solutions qui peuvent être mises en œuvre au sein des partis. La création d'un groupe de travail afin d'organiser ce processus devrait être envisagée. La réunion de préparation/la première réunion du groupe de travail pourrait être programmée aux alentours de l'université d'été ou du Forum européen. La question de savoir si ce processus doit concerner exclusivement les membres du PGE ou également inclure les militants des partis de gauche du monde entier sera tranchée lors de la réunion de préparation/du groupe de travail, en coopération avec le Bureau Exécutif.

Il est expressément souhaité que le processus soit ouvert aux militants qui rencontrent ces obstacles, ou des obstacles similaires, en raison de leur identité de genre, en particulier les militants transgenres et non binaires.

L'avenir de la société du travail

1. Parallèlement à la crise en Europe et ailleurs, la Gauche Européenne est traversée par de vifs débats sur la manière dont le processus capitaliste de création de valeur, et donc le processus d'exploitation, pourrait reprendre une forme sociale et/ou être aboli, immédiatement ou dans le cadre d'un processus de transformation.

2. Des propositions ont été mises sur la table afin d'élaborer la nouvelle réglementation requise et la réorganisation complète du secteur financier ; certaines sont plus pertinentes que d'autres. Les erreurs commises lors de la création de l'Union et la Constitution européenne ont fait l'objet de nombreux débats et critiques.

3. Ce qui nous manque, en revanche, c'est un modèle global pour la future gouvernance politique et économique d'une Europe qui, de l'avis unanime de la partie gauche de l'échiquier politique, devrait être organisée au moins sur le plan social, axée sur l'emploi, durable et démocratique.

4. Une croissance intégrée à long terme et des perspectives de développement sont indispensables à une vision progressiste de l'Europe. Ce dont nous avons besoin, c'est d'élaborer une notion intégrée d'un développement économique durable sur le plan écologique et contrôlé par les instances démocratiques, en prenant notamment pour appui, et en complétant considérablement, certains éléments existants des politiques industrielles et de services, ainsi que les politiques structurelles et de cohésion.

5. Si la Gauche Européenne souhaite remplacer définitivement l'Europe de la concurrence par une Europe de la solidarité, elle doit créer de nouveaux outils garantissant une coordination et une gouvernance solides des politiques économiques, qui devraient avant toute chose créer de la justice sociale, des emplois adéquats et des conditions de vie équitables, et adopter un esprit de transformation en vue de la mise en place d'une nouvelle coexistence sociale. En particulier, la numérisation et l'automatisation posent des défis complètement inédits à notre société, avec toutes les possibilités et tous les risques que cela comporte. Ces éléments, cette approche globale, ont - jusqu'ici - été le « chaînon manquant » du débat européen.

A. Par conséquent, le Congrès de la Gauche Européenne recommande au Bureau Exécutif de nommer un groupe de travail composé de délégués de nos membres, afin d'élaborer cette approche globale de « l'avenir de la société du travail ».

B. Dans les trois prochaines années, ce groupe de travail déterminera des moyens de définir ce concept global et prendra les premières mesures en ce sens.

C. Le but de ce processus est d'arriver aux prochaines élections européennes avec une vision plus commune de la coopération en Europe.

Rejet de la coopération structurée permanente (CSP) et du Fonds européen de la défense (FED)

« CSP » : d'ici quelques années, cette abréviation pourrait être devenue le symbole d'une politique de l'Union européenne aussi malavisée que « FRONTEX », l'actuelle agence de protection des frontières de l'UE. Frontex représente actuellement une politique brutale d'isolation, et la CSP est la pierre angulaire de l'« Union européenne de la défense » qui voit en ce moment le jour.

CSP est l'abréviation française de « coopération structurée permanente », un mécanisme qui existe depuis décembre 2017. La classe dirigeante nourrit de grandes attentes pour ce mécanisme : la chancelière allemande Angela Merkel a qualifié de « pas de géant » l'activation de la CSP, qui permettra de combler une « lacune historique » de la structure de l'Union européenne.

Dans ce cadre, l'objectif visant à faire de l'Union européenne une grande puissance militaire est ouvertement et clairement admis. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l'a résumé il y a quelque temps en ces termes : « il s'agit d'une Europe qui pourra également peser davantage sur le plan militaire. Renforcer les compétences et les structures est une chose. La volonté commune d'utiliser cette puissance militaire lorsque les circonstances l'exigent en est une autre » (discours d'Ursula von der Leyen lors de la conférence de Munich sur la sécurité le 16 février 2018).

Malheureusement, toutefois, les médias restent pratiquement muets sur la manière dont la CSP a carrément jeté par-dessus bord les anciennes règles du jeu de la politique militaire de l'Union. Si l'unanimité et le volontarisme étaient autrefois les marques de fabrique de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne (PSDC), ce sont de tout autres principes qui prévalent aujourd'hui : les contraintes en matière d'armement et les menaces de sanctions sont devenues la priorité.

La participation à la CSP a un prix : les 25 pays qui y prennent actuellement part ont dû accepter de respecter à l'avenir 20 critères d'armement (voir 2.1 Les critères de la CSP : un corset militaire étroitement serré), allant d'augmentations régulières des dépenses d'armement et de la fourniture de troupes à la participation à de grands projets d'armement stratégique. Le respect de ces critères est régulièrement contrôlé. Puisque le principe du consensus a aussi été assoupli sur des aspects essentiels, il est désormais également possible d'exclure de la CSP, à la majorité qualifiée, des pays qui se « comporteraient mal », ce qui accroît la pression sur les participants.

En réalité, la CSP sert un complexe européen de puissance militaire et d'armements, dominé par l'Allemagne et la France, qui doit être encouragé. Pour impulser un élan au développement global de la CSP, les projets relatifs à cette dernière seront également, à l'avenir, financés de préférence par un « Fonds européen de la défense » (FED), doté d'un budget de plusieurs milliards et actuellement en cours de création. Or, ce Fonds de la défense est lui aussi un instrument en cours d'élaboration malgré le fait qu'il soit théoriquement contraire aux traités de Lisbonne (article 41, paragraphe 2, TUE).

Les 47 premiers projets de la CSP ont déjà été lancés. Le plus important d'entre eux a jusqu'ici été la construction d'un Eurodrone armé.

À l'heure actuelle, il n'a pas encore été définitivement décidé si la progression de la CSP correspondra aux plans de Berlin et Paris : les États-Unis, de même que de nombreux pays de l'UE de petite et moyenne taille, sont sceptiques au sujet de la CSP et souhaiteraient continuer de se concentrer sur l'OTAN en fonction de leurs propres considérations politiques.

Malheureusement, l'ancrage de la CSP sera presque à coup sûr une grande priorité de l'Union, en particulier sous le mandat d'Ursula von der Leyen, la nouvelle Présidente de la Commission européenne : en effet, M^{me} von der Leyen avait déjà fortement insisté sur une telle évolution et prôné l'élaboration de la CSP lorsqu'elle était ministre allemande de la Défense.

À ce poste, elle a joué un rôle de premier plan dans le développement ultra-rapide de l'appareil militaire européen, en l'espace de quelques années seulement. Elle a également joué un rôle significatif dans la mise en œuvre de la CSP, comme elle l'a déclaré dans un discours important : « Vous avez sorti la CSP d'un profond sommeil. [...] C'est à ça que sert la coopération en matière d'armement, principalement avec la France : à développer les avions et chars de combat de demain. C'est également à ça que sert l'adhésion à l'Union européenne de la défense ».

La proposition de M^{me} von der Leyen visant à placer une direction de la défense (la DG Défense) sous le contrôle de la commissaire désignée par la France (qui occupait le poste de ministre française de la Défense avant sa désignation) pour le marché intérieur européen renforce ce constat.

Nous savons que les périodes de réarmement et d'aspiration au statut de grande puissance n'ont jamais débouché sur plus de sécurité pour les populations, mais ont toujours été des moments où l'insécurité montait et où le spectre hideux d'un risque de guerre refaisait surface.

C'est pourquoi le Parti de la Gauche Européenne rejette la mise en œuvre de la coopération structurée permanente (CSP) et du Fonds européen de la défense (FED).

Nous pensons que la sécurité de chacun dépend de la sécurité de tous. Le moment est venu de redéfinir la conception européenne des relations internationales et de la défense en élaborant un nouveau cadre commun de coopération et de sécurité collective qui devrait inclure tous les pays européens, y compris ceux non membres de l'UE, et qui travaillerait en étroite coopération avec tous les pays voisins.

Solidarité avec Cuba, pour la démocratie et contre le néolibéralisme

Une fois de plus, le 7 novembre 2019, les Nations unies ont voté à une majorité écrasante (187 États) pour la fin de l'embargo américain contre Cuba. Les seules voix contre ont été les États-Unis eux-mêmes, Israël et le Brésil. Jusqu'ici, le gouvernement américain a ignoré cette position unanime et continue d'agir en violation de celle-ci. Cet embargo unilatéral, vieux de près de soixante ans, viole le droit international et les droits de l'homme et constitue, selon la Charte des Nations unies, un « acte belliqueux ». Ces derniers mois, l'administration Trump l'a encore renforcé afin de perturber le développement autonome de Cuba ainsi que d'obtenir enfin un changement de régime.

Les mesures qu'elle a prises consistent notamment

- à mettre en œuvre la loi américaine sur l'embargo (Helms-Burton Act), qui permet désormais également d'engager des poursuites devant les tribunaux américains en ce qui concerne les biens américains ayant fait l'objet d'une expropriation après la révolution. Le but est de dissuader les investisseurs à Cuba, qui se retrouvent confrontés à des procédures interminables ;
- à empêcher le tourisme à Cuba en interdisant aux navires de croisière d'entrer dans le pays, en interdisant presque totalement aux citoyens américains de se rendre à Cuba, en interdisant les vols des États-Unis vers d'autres villes cubaines que La Havane et en empêchant la conclusion de contrats avec les nombreuses entreprises publiques cubaines, notamment des hôtels ;
- à empêcher, en particulier, les livraisons de pétrole et d'autres biens et matières premières importants, ainsi qu'à empêcher et à entraver les achats ou locations d'avions ;
- à faire obstruction aux flux financiers, ce qui empêche Cuba de répondre à ses besoins au niveau international ;
- à mener une politique américaine reposant sur la crainte et les menaces, dont le but est de susciter l'incertitude autour de nombreux contractants existants et potentiels ;
- à limiter les transferts bancaires des Cubains à l'étranger, afin de rendre difficile l'émission de visas en fermant le consulat à Cuba ; et
- à mener des campagnes médiatiques diffusant de fausses informations et des clichés négatifs sur Cuba.

Pour justifier l'intensification de ses activités contre Cuba depuis plusieurs mois, l'administration Trump a déclaré que Cuba maintenait ses relations amicales avec le Venezuela, le Nicaragua et la Bolivie et soutenait ces pays contre les sanctions et contestations des États-Unis.

Toutes ces activités américaines ont des effets extraterritoriaux : ainsi, des pays tiers sont lésés parce que le gouvernement américain se permet de leur infliger des « sanctions » de plusieurs millions en raison des relations normales qu'ils entretiennent avec Cuba. Par exemple, la banque française BNP Paribas a payé près de 9 milliards de dollars au Trésor américain en 2014 parce qu'elle avait effectué des transactions avec Cuba. Ce comportement du gouvernement américain constitue une violation de la souveraineté de tous ces États.

En 1996, la Commission européenne a adopté le règlement (CE) n° 2271/96 relatif à la « protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers ». Toutefois, à ce jour, aucun gouvernement des États membres de l'Union ne l'a appliqué, laissant leurs institutions et organisations soumises au bon vouloir de l'administration américaine.

L'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba, conclu en 2016, a jusqu'ici été efficace en ce qui concerne le dialogue. Toutefois, il fait régulièrement l'objet d'attaques de la part des forces les plus conservatrices de l'Union. Aujourd'hui, il est important de dynamiser cette coopération.

Les conséquences de l'embargo américain sur la population cubaine et le développement du pays sont dévastatrices. En octobre, une crise de l'approvisionnement en pétrole a éclaté et paralysé toute la vie publique et économique. Le secteur médical a été particulièrement touché : les appareils, médicaments et fournitures sont difficilement accessibles, ou uniquement à des coûts extrêmement élevés, ce qui affecte concrètement les soins médicaux prodigués. Cuba tente néanmoins d'atteindre ses objectifs de développement et peut compter sur la grande unité et la forte contribution de son peuple.

Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) condamne fermement l'action impérialiste du gouvernement américain et :

- appelle les forces progressistes du monde entier à protester contre l'embargo. Le PGE et ses partis membres ont une grande responsabilité à assumer en ce qui concerne la région européenne. Nous devons, grâce à des initiatives parlementaires contre l'embargo, accroître la pression au sein du Parlement européen et dans les parlements nationaux ;
- participera à la semaine mondiale d'action qui se tiendra fin mai 2020 sous la devise « Non à l'impérialisme, oui à la vie » et à la réunion des groupes européens de solidarité avec Cuba qui aura lieu en Russie du 16 au 19 juillet 2020, et appelle ses partis membres à faire connaître ces dates et à s'impliquer ;
- appelle les gouvernements et l'Union à prendre des mesures concrètes contre l'embargo américain, notamment des mesures efficaces contre les effets extraterritoriaux en Europe, ainsi que pour la fin de l'embargo financier, qui est illégal en droit européen mais concernant lequel les banques européennes plient face aux pressions américaines ;
- exhorte la Commission européenne à introduire une plainte auprès de l'OMC contre les violations persistantes du droit commercial international en raison de l'embargo américain et des sanctions prises par les États-Unis contre Cuba et le Venezuela ;
- exige de la Commission européenne qu'elle mette pleinement en œuvre l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba ;
- dénonce toutes les mesures violant la souveraineté des États dans la région de l'Amérique latine et le droit des peuples à l'autodétermination, y compris les mesures économiques coercitives, qui affectent particulièrement la population ;
- critique fermement le sectarisme unilatéral manifesté par les gouvernements de l'Union européenne et de la Commission européenne en ce qui concerne les conflits en Amérique latine, qui s'explique par leurs propres intérêts néolibéraux à s'assurer un accès aux matières premières et de l'influence ;
- appelle toutes les forces progressistes à élargir le mouvement de solidarité avec Cuba et à organiser une solidarité et une aide concrètes pour Cuba et son peuple.

Un monde meilleur est possible ! Viva Cuba socialista !

Respect du droit international et des conventions des droits de l'homme !

Le système international établi du droit et des conventions internationales visant à protéger les droits de l'homme fait l'objet d'attaques de gouvernements du monde entier, y compris, malheureusement, de gouvernements européens.

La Convention des Nations unies sur les réfugiés est mise à mal et contournée par les efforts concertés des gouvernements européens et de l'Union européenne visant à empêcher les demandeurs d'asile d'atteindre le territoire européen. En lieu et place, les réfugiés sont laissés dans des pays tels que la Libye ou la Turquie, où leurs droits ne sont même pas théoriquement reconnus.

Le PGE s'engage à éliminer tous les règlements européens qui autorisent les centres de détention visant au rapatriement des migrants, dans l'objectif de fermer tous ces endroits dans les États membres.

Les conventions maritimes internationales sont violées par des pays comme l'Italie, qui refusent aux navires de recherche et de sauvetage l'accès à leurs ports, prolongeant ainsi les souffrances des enfants, des femmes et des hommes qui sont parvenus à fuir la guerre et les persécutions dans leur pays d'origine.

La Gauche Européenne considère qu'il s'agit d'une évolution extrêmement dangereuse. À une époque où plus de 70 millions de personnes sont des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, nous devons renforcer, et non affaiblir, les instruments et notre engagement à protéger les droits de l'homme et les droits des réfugiés.

La Gauche Européenne exhorte tous les gouvernements européens à ratifier et respecter toutes les conventions pertinentes des Nations unies et du Conseil de l'Europe relatives aux droits de l'homme ainsi qu'à les mettre en œuvre et à les intégrer dans leur législation nationale. En outre, les mécanismes de contrôle tels que la Cour EDH et les comités des Nations unies devraient se voir allouer des ressources suffisantes et être respectés et reconnus par les gouvernements et législateurs nationaux.

L'Union s'est engagée, dans ses traités fondateurs, à adhérer à la Convention européenne des droits de l'homme. Aucun progrès notable n'est à constater à cet égard. C'est pourquoi le PGE exhorte l'Union à enfin assurer cette adhésion.

Motion sur la situation en Catalogne

La Gauche Européenne exprime sa solidarité avec le peuple catalan qui connaît en ce moment des mobilisations sociales légitimes visant à réagir face à la condamnation sévère et injuste prononcée contre les dirigeants politiques et sociaux du « Procès », qui se sont vu infliger des peines de prison de plus de 99 ans.

Au-delà de l'appréciation politique du Procès, on ne saurait rester neutre face aux violations des droits établis, à la dégradation, dans des proportions impensables, du soi-disant « état de droit », et à la volonté de l'État de mettre en œuvre tous les moyens de répression possibles (policiers et judiciaires) pour refuser à la Catalogne le droit de décider librement de son avenir.

C'est comme cela que le régime de 1978 avait répondu à la mobilisation populaire. Et c'est ainsi qu'après un procès politique fondé sur une violence qui n'a jamais existé, la condamnation prononcée vise à faire peur et à mettre fin au mouvement populaire.

Nous dénonçons l'opération médiatique internationale qui a été menée afin de faire passer cette condamnation pour insurrection et détournement de fonds pour une condamnation légère et modérée. Elle n'est ni légère, ni modérée, et devrait faire réagir n'importe quel démocrate, quelle que soit sa position sur le conflit territorial espagnol.

Nous condamnons également les violences policières et les arrestations menées en réponse aux protestations populaires contre cette condamnation abusive, de la même manière que nous rappelons que le mouvement populaire souverainiste est pacifique, malgré l'existence de quelques îlots de violence, que nous condamnons, et nous rappelons que la violence n'est pas une manière démocratique de résoudre un conflit.

Notre engagement républicain, fondé sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, nous place sans complexe aux côtés de ceux qui souhaitent exercer leur droit de décider et qui subissent des représailles, des procès ou des peines de prison d'une durée qui serait inimaginable dans la plupart des pays démocratiques.

Nous exprimons la nécessité de mettre fin à cette instrumentalisation de la justice et appelons au dialogue et à la résolution du conflit, qui suppose nécessairement la reconnaissance du droit à l'autodétermination, la liberté des prisonniers politiques et l'organisation d'un référendum convenu par toutes les parties.

Vučjak : un voyage sans fin

La neige a recouvert une grande partie de l'Europe. L'hiver a officiellement débuté. Pour la plupart d'entre nous, le mois de décembre est un moment d'occasions sociales, de fêtes et de mets délicieux. Pendant ce temps, un groupe de 600 réfugiés tentent de réchauffer leurs mains et leurs corps gelés au feu qu'ils ont allumé près des forêts de Bosnie, tout en se demandant s'ils survivront même à cet hiver.

Le village de Bihać se trouve dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine. C'est l'un des nombreux endroits où les agents de police refoulent les réfugiés tentant de passer la frontière croate. Les agents de police croates sont connus pour leurs comportements violents, qui vont de la destruction de téléphones portables au passage à tabac et à la confiscation des vêtements des réfugiés. Au mois de juin, lorsque les résidents de Bihać ont commencé à se plaindre qu'il n'y avait plus de logements adéquats pour les réfugiés dans leur village, un camp provisoire, appelé « Vučjak », a été érigé dans la forêt.

En octobre, les premiers avertissements ont été donnés sur le fait que les conditions météorologiques allaient bientôt se détériorer considérablement et que les réfugiés avaient cruellement besoin d'un nouvel abri. À ce jour, personne n'y a répondu. Les tentes sont donc détrempées et détruites, et les réfugiés aux vêtements et chaussures inadéquats courent un risque d'hypothermie. Le camp est victime de pénuries d'eau potable et d'électricité. La forêt qui entoure le camp est remplie de mines datant des guerres en Yougoslavie. Ces personnes doivent être immédiatement transférées dans un environnement plus humain.

La Bosnie-Herzégovine est devenue un avant-poste pour les réfugiés ; un avant-poste qui ne permet pas d'avancer. La Hongrie et la Slovénie ont dressé des barrières de sécurité le long de leurs frontières sud, fermant ainsi la porte de l'Union européenne à toute personne non invitée. Les forces de police slovènes et croates ne respectent pas le droit international et refoulent les réfugiés sans procédure individuelle. Les agents de police croates traitent particulièrement brutalement les réfugiés, en les rejetant littéralement dans la forêt bosnienne.

Les réfugiés devraient passer la période des fêtes comme n'importe qui d'autre : au chaud et en sécurité, entourés de leur famille et de leurs amis. Toutefois, comme ils sont nés dans des pays dévastés par la misère et la guerre, ils ont été contraints de quitter le confort de leur maison et de risquer leur vie à la recherche de la liberté.

La responsabilité de la situation actuelle nous revient essentiellement, nous l'Occident. Nos structures militaires, politiques et économiques créent des foyers de crise et propagent les inégalités dans le monde entier. Le mur que nous avons placé à notre frontière ne protège que nos consciences.

Le Parti de la Gauche Européenne exhorte dès lors l'Union européenne et le commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janez Lenarčič, à commencer immédiatement à résoudre la crise humanitaire en Bosnie. Aux portes de l'Union européenne, dans des conditions inhumaines, des personnes meurent de froid.

Contre la déclaration du PE sur le communisme et le nazisme

Le 19 septembre, le Parlement européen a adopté une résolution criminalisant le communisme et l'assimilant au nazisme.

Cette résolution, présentée à l'initiative d'un groupe de députés conservateurs, populistes, libéraux et socialistes, procède à un épouvantable révisionnisme historique.

Le Parti de la Gauche Européenne est clairement d'avis que sans antifascisme, il n'y a ni démocratie, ni future mémoire des droits et libertés en Europe, et que cette déclaration risque de mettre en péril le projet démocratique en Europe.

Pour toutes ces raisons,

- le PGE condamne cette résolution du Parlement européen car elle représente une dénaturation des faits historiques ;
- le PGE n'accepte pas cette assimilation du communisme avec le nazisme qui constitue la résolution du PE, car elle pourrait renforcer le discours de l'extrême droite en Europe ;
- le PGE appelle à soutenir les initiatives mises en œuvre par les pays de l'UE pour défendre l'héritage des luttes antifascistes et faire face à tout recul de la démocratie que l'UE pourrait infliger par cette résolution.

Le PGE soutient le mouvement social en France

Le mouvement social actuellement déployé en France contre les politiques menées par le gouvernement d'Emmanuel Macron concerne l'Europe tout entière. Au cœur de ce mouvement contre la baisse des retraites se trouve la question de l'utilisation de l'argent. Le gouvernement français bloquera les ressources consacrées aux retraites par répartition à 14 % du PIB. Un autre choix est toutefois possible : en soumettant les revenus financiers aux contributions de sécurité sociale, en augmentant les salaires, en assurant l'égalité salariale entre hommes et femmes, en menant des politiques ambitieuses pour l'emploi et la transition écologique, il est possible de financer un système de retraites équitable pour tous.

D'autres contestations se sont greffées à ce mouvement : celles des étudiants, de la défense des hôpitaux publics, des enseignants, etc. Ces mouvements sont soutenus par une majorité de la population. Après le mouvement des « gilets jaunes », cela prouve que le peuple français résiste au projet d'Emmanuel Macron visant à aligner la société française sur les normes de la mondialisation capitaliste.

Partout en Europe, les classes dirigeantes veulent détruire les systèmes de retraites et la sécurité sociale.

Le PGE soutient le mouvement social en France et les forces politiques et syndicats qui y participent. S'aligner sur les plus hauts niveaux de protection sociale, de retraites et de salaires, c'est possible !

Déclaration de solidarité avec le peuple irakien

Nous, représentants des partis ayant assisté au 6^e Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Malaga, en Espagne (13-15 décembre 2019), exprimons notre solidarité avec la lutte du peuple irakien et notre soutien aux exigences légitimes de leur soulèvement populaire actuel contre le système sectaire de quotas de partage des pouvoirs et la corruption et pour un État démocratique et civil et la justice sociale.

Nous condamnons fermement la répression sanglante des manifestations pacifiques qui ont débuté le 1^{er} octobre 2019 à Bagdad et dans d'autres provinces, dont les participants sont essentiellement des jeunes qui protestent contre la corruption, la pauvreté et le chômage. Plus de 500 personnes ont été tuées, 20 000 ont été blessées et des milliers ont été arrêtées.

Nous appelons à l'arrêt immédiat des meurtres de manifestants pacifiques, à la libération de tous les prisonniers et à la fin de la campagne d'enlèvements et d'assassinats ciblant les militants. Les responsables du meurtre de dizaines de jeunes doivent être traduits en justice. Une enquête indépendante doit être ouverte afin d'enquêter sur ces crimes. Toutes les restrictions imposées aux médias doivent être levées et le droit constitutionnel à la liberté d'association et d'expression doit être respecté.

Nous réitérons notre soutien à la lutte du peuple irakien pour un État démocratique et civil et pour la justice sociale, qui sont des conditions fondamentales de la souveraineté nationale et de l'indépendance véritable de l'Irak.

Une feuille de route tous ensemble

La production capitaliste développe la technologie et l'associe à différents processus sociaux et économiques pour obtenir des profits. Là est la cause de la plupart des problèmes écologiques qui se posent actuellement.

La quête du profit devient la quête des ressources les plus vulnérables et les moins protégées, telles que l'environnement et les travailleurs des pays en développement. Cela a donné lieu à l'actuelle crise climatique, qui s'inscrit elle-même dans le cadre d'une crise écologique plus large, et à la surconsommation des ressources naturelles. Nous, la Gauche, exigeons que le bien-être de la nature et des êtres humains passe toujours avant les profits du capital.

Les mouvements populaires et les jeunes du monde entier sont très au fait des problèmes causés par le capitalisme, et ne se contentent pas d'attendre des réponses des gouvernements, des parlements, des partis et de l'establishment. Ils exigent des actions, et non des promesses supplémentaires.

Nous, en tant que partis de gauche, devons apporter des réponses claires à la génération qui vient. Celle-ci veut savoir quel système permettrait de résoudre les problèmes fondamentaux de l'exploitation de la nature, du changement climatique et de la pauvreté, et elle est prête à lutter pour l'obtenir. Pour notre avenir commun.

Forgeons cette voie vers le progrès.

Nous proposons que le groupe de travail de la Gauche Européenne organise une série de débats locaux et internationaux sur les limites du système capitaliste et les solutions existantes pour sortir de cette crise en adoptant des modèles plus socialistes.

Les produits de ces débats devraient ensuite être rassemblés et présentés sous la forme d'une feuille de route vers une utilisation juste et durable des ressources naturelles, qui est également la clé de la résolution de la crise climatique.

Ce travail devrait être réalisé avec Transform! Europe et les partis membres de la Gauche Européenne.

La réduction du temps de travail en tant que question politique

La vie professionnelle moderne est parsemée de nombreux problèmes chroniques qui révèlent que le système de travail et de rémunération n'a pas évolué depuis longtemps. La détérioration du bien-être au travail, le stress professionnel et l'épuisement sont malheureusement des phénomènes qui prennent de plus en plus d'ampleur dans la vie professionnelle. Cette situation est le résultat des tentatives, menées sur les lieux de travail de toute l'Europe, visant à réduire et minimiser les dépenses et coûts de personnel. L'épuisement au travail et les cas de burn-out ne feront qu'augmenter le nombre de personnes souffrant de problèmes de santé mentale, d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Par ailleurs, comme expliqué ci-dessus, au recul de l'âge de départ à la retraite et aux investissements insuffisants dans la sécurité au travail vient s'ajouter une hausse spectaculaire du nombre de décès évitables liés au travail.

Les choses ne vont absolument pas dans la bonne direction.

La solution à ce problème n'est en aucun cas d'augmenter le temps de travail, comme l'ont fait bon nombre de pays européens ces dernières années. L'un des principaux moyens de résoudre ce problème serait plutôt de réduire le temps de travail pour un salaire égal.

Les bénéfices d'une réduction du temps de travail peuvent aller de pair avec des bénéfices financiers et de productivité, ainsi qu'avec des bénéfices favorables au développement de la société. Bon nombre des expériences de réduction du temps de travail qui ont été menées dans le monde entier ont clairement mis en évidence la nécessité de réduire le temps passé au travail. La réduction du temps de travail du personnel entraîne des effets positifs : lorsque les salariés se sentent mieux et gèrent mieux leur travail, ils prennent moins de congés de maladie et les dépenses de soins de santé diminuent.

Aujourd'hui, de nombreux travailleurs tirent leurs revenus de plusieurs emplois qui peuvent être des emplois à temps partiel, des emplois temporaires ou des petits boulots. Ils sont aussi nombreux à travailler en tant qu'indépendants, par exemple via l'économie des plateformes. Ces formes de travail ont leurs propres avantages, lorsque le travail est effectué dans des conditions que le travailleur a choisies. Toutefois, actuellement, pour l'essentiel de ces personnes qui cumulent plusieurs emplois, ce choix n'était pas volontaire. La quantité d'emplois permanents et à temps complet, assortis d'une rémunération assurant un niveau de vie raisonnable, a diminué.

Par ailleurs, les femmes représentent la majorité des travailleurs à temps partiel dans l'Union européenne, puisqu'elles sont 34,9 % à être dans ce cas, contre seulement 8,6 % des hommes. Cela a des répercussions négatives sur leur évolution professionnelle, leurs possibilités de formation, leurs droits à la retraite et leurs allocations de chômage, autant d'éléments qui affectent l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Réduire le temps de travail permet également d'améliorer cette situation, car partager le travail donne la possibilité de créer de nouveaux postes à plein temps.

Grâce à la réduction du temps de travail, on peut également améliorer l'efficacité et la productivité au travail : en effet, avoir plus de temps libre et de temps pour se reposer permet de mieux vivre son travail et d'être plus concentré et motivé. Ainsi, les risques et les erreurs au travail diminuent. Les bénéfices d'une réduction du temps de travail ressortent clairement et concrètement des études réalisées à ce sujet depuis la matrice capitaliste.

La réduction du temps de travail joue en outre un rôle important dans le processus de libération des travailleurs de la vision capitaliste du travail. Ce processus nécessite de se libérer des vieilles structures et des schémas de pensée obsessionnels qui nous rabâchent que le travail salarié est ce qui définit l'humain ou la dignité. L'augmentation de l'efficacité et de la productivité au travail peut également être mise à profit pour

le bien des travailleurs, lorsque ces bénéficiaires peuvent être orientés afin de construire et de renforcer un secteur public et des services plus fonctionnels et de meilleure qualité.

Pour tout cela, nous considérons que la réduction du temps de travail peut être vue comme l'évolution évidente de la vie professionnelle, ainsi que comme le progrès qui permettra de construire une société où les gens travailleront en fonction de leurs capacités et de leurs possibilités, pour les autres et pour le bien commun.

La Gauche Européenne a toutes les cartes en main pour agir comme précurseur en transformant la vie professionnelle afin que les personnes y soient considérées comme la ressource la plus importante et la plus précieuse et que ce respect se traduise par des conditions de travail équitables et des environnements de travail sûrs. Dans le cadre de cette transformation, il est important de revoir une nouvelle fois le temps de travail et de faire de sa réduction notre objectif commun. Chaque secteur devra déterminer la manière dont il mettra en œuvre cette réduction du temps de travail à salaire égal, et dans le cadre de cette discussion, il faudra commencer par écouter les travailleurs eux-mêmes.

Nous proposons que le réseau des syndicats de la Gauche Européenne fasse de la réduction du temps de travail à salaire égal l'un de ses objectifs politiques concrets au cours de son prochain mandat de trois ans et vise à prendre des mesures concrètes et présenter un large front commun en Europe pour et par le biais de cette initiative.

La jeunesse, protagoniste des luttes modernes !

L'Europe se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins : elle est confrontée à une crise pluridimensionnelle sans précédent, qui comporte en son sein une crise économique, une crise des réfugiés et une crise climatique. La persistance des élites néolibérales européennes dans les programmes d'austérité des États membres de l'Union fait sans cesse reculer les droits du monde du travail, et, parallèlement, les groupes ou partis politiques racistes d'extrême droite, qui fonctionnent comme une conséquence immédiate du régime néolibéral et autoritaire, obtiennent trop de pouvoir et tentent de mettre en œuvre des politiques racistes contre les migrants et les réfugiés.

Les forces progressistes unies ont le devoir d'élaborer leur propre stratégie et d'opposer un front commun aux néolibéraux et aux fascistes. Les mouvements, partis et collectivités de gauche voient l'échelon européen comme un autre échelon de cette lutte des classes intensifiée : un échelon auquel les travailleurs et les classes inférieures peuvent s'unir et faire valoir leurs droits.

C'est le devoir de la jeunesse d'être à l'avant-poste de la lutte pour la libération sociale, la protection du climat et la justice sociale. Pour avoir une chance de gagner, cette lutte a besoin de la coopération des forces de toute l'Europe. Des forces qui se battent consciemment pour une autre société sans exploitation, ou qui prennent des mesures et réalisent des percées dans cette direction. Nous ne sommes pas une génération ignorante, qui ne s'implique pas dans la politique et les affaires sociales. Nous représentons les pauvres, les travailleurs, les gens qui n'ont aucune voix pour faire valoir leurs droits fondamentaux partout en Europe. Nous représentons les minorités, les réfugiés, les migrants, toutes ces personnes qui luttent pour une vie meilleure aux niveaux national et européen. Notre initiative inclura tous ceux qui partagent nos valeurs. Nous sommes inspirés par les mouvements de jeunesse anti-néolibéraux de ces dernières décennies, tels que le mouvement antimondialisation ou le Forum social européen. Nous sommes une jeune génération qui veut transformer l'Europe en profondeur, afin de pouvoir véritablement rêver à un avenir meilleur. Nous affirmons que l'Europe, ce n'est pas essentiellement les marchés, mais plutôt les besoins des peuples et la protection de l'environnement. Nous nous battons pour l'éducation et la santé publiques, la solidarité, la paix, le renforcement de la démocratie, le développement respectueux de l'environnement, nous luttons pour les droits des minorités, des personnes LGBTQI+, des personnes handicapées, des féministes. Nous nous battons pour une alliance progressiste en Europe contre le néolibéralisme, le fascisme et le racisme. Nous appelons les jeunes de l'Europe entière à nous rejoindre et à constituer une lutte et une stratégie communes afin de faire valoir et de défendre les droits de la jeunesse dans toute l'Europe. Nous appelons le groupe de travail « Jeunesse » du Parti de la Gauche Européenne à dynamiser les travaux communs des organisations de jeunesse qui y participent et à prendre des initiatives d'action dans les prochains mois.

Solidarité avec les peuples d'Afrique, coopération avec les forces démocratiques et de gauche africaines

Considérant que l'Afrique est le carrefour de l'impérialisme mondial et victime d'un libre-échange qui lui a été imposé de force et que les célèbres accords de partenariat économique mis en place par l'Union européenne vont de plus en plus affaiblir les économies locales, laissant le champ libre à la loi du plus fort ;

considérant que le chaos néolibéral détruit les sociétés africaines, en imposant un modèle économique et culturel exubérant à base de pillage des sols et sous-sols, de prédation des ressources et d'exploitation humaine ; qu'il favorise les inégalités et la précarité de la vie et amplifie les maux qui nous sont familiers et qui sont démultipliés en Afrique, avec la destruction des écosystèmes et de la biodiversité et des niveaux de pollution records. Désormais, selon les statistiques de l'OMS, sur le continent africain, les gens meurent plus des conséquences de la pollution atmosphérique que de la faim ;

considérant que les forces réactionnaires et d'extrême droite de toute l'Europe jouent sur les manipulations et les peurs concernant les migrants. Le cas du continent africain est révélateur à ce sujet. Les principales causes de l'exil des familles ou des jeunes sont connues : les conflits, les dictatures, le chômage et l'absence de perspectives. La migration concerne moins de 3 % de la population du continent. Et la grande majorité des migrants africains, plus de 90 %, restent en Afrique !

considérant que le chaos libéral vient alimenter un terreau propice aux conflits et déstabilisations ; qu'il s'agit du terrain de jeu des nombreux entrepreneurs de la violence qui se répand, de la République centrafricaine à la RDC, de la Libye au golfe de Guinée. Le Sahel en est le symptôme le plus évident. Après la guerre destructrice contre la Libye et l'intervention militaire pour seule réponse au Mali, la sous-région est en déclin ;

considérant que l'Afrique, dans sa diversité et par son histoire, possède de nombreux atouts sur les plans culturel, économique et social pour résister aux politiques néolibérales et se donner des chances de développement harmonieux, de paix, de réponse aux besoins humains, de droits et de solidarité ;

considérant qu'en Afrique comme ailleurs, il est nécessaire, pour protéger la vie, de créer des systèmes de protection sociale solidaire et des retraites adaptées, de lancer un nouveau modèle d'agriculture, de développer les services publics et de créer des industries bénéficiant des transferts de technologies. Pour que les pays et peuples d'Afrique aient les moyens concrets d'atteindre ces objectifs, il est nécessaire, ici et là, d'intensifier la lutte contre l'évasion fiscale et le dumping fiscal, tout comme il sera nécessaire de mettre en œuvre des logiques de coopération radicalement différentes de celles qui prévalent actuellement ;

considérant que les forces progressistes africaines qui luttent sur le continent par l'intermédiaire de partis politiques, de syndicats et d'associations locales pour la construction d'une société africaine libre, pacifique, juste et démocratique, ont besoin de solidarité et du soutien concret des forces de gauche européennes ;

le Congrès du PGE

dénonce les pratiques de chantage technocratique exercées par l'Union européenne sur les pays africains. Il appelle à la fin de cet accord injuste visant à soumettre les économies des pays africains aux intérêts des corporations transnationales. Le PGE réclame l'ouverture de négociations avec la région ACP, afin de trouver des accords basés sur la solidarité et de tenir compte des intérêts, bien compris, des populations ;

appelle à voir la question de la croissance démographique comme un atout - et non pas comme un danger, telle qu'elle est instrumentalisée par les libéraux et populistes. Des politiques solidaires de santé et d'éducation et l'amélioration des conditions de vie sont le corollaire du contrôle démographique d'un continent faiblement peuplé ;

appelle à la solidarité afin de créer les conditions d'un développement économique qui respecterait l'environnement et qui permettrait de lutter efficacement contre les inégalités et la pauvreté engendrées par les politiques néolibérales imposées par le FMI et la Banque mondiale ;

manifeste sa solidarité avec les forces progressistes qui luttent sur le continent, par le biais de partis politiques, de syndicats, d'organisations féministes et d'associations locales, pour la construction d'une société africaine libre, pacifique, juste et démocratique ;

salue le soulèvement populaire au Soudan, mené par la SPA et activement soutenu par la gauche, en particulier par le CP soudanais, qui, en près d'un an d'existence, est parvenu à renverser la dictature militaire du général Omar Al Bashir, en place depuis 30 ans, ouvrant ainsi un processus démocratique difficile, qui inclut la paix au Darfour ;

exige de l'Union européenne qu'elle respecte ses obligations concernant les objectifs de développement. À cet effet, elle doit mettre fin à ses politiques d'incitation à l'accaparement des terres et soutenir le droit de tous les peuples à l'alimentation ;

réclame une articulation entre la liberté de circulation, la politique de l'asile, la responsabilité individuelle et collective et le droit de chacun de vivre et de rentrer chez lui avec dignité. Une telle politique de promotion des droits de l'homme tiendrait compte de la réalité du pays d'origine, du pays d'arrivée et des migrants eux-mêmes ;

demande au nouveau Bureau Exécutif d'envisager l'élaboration d'un cadre pour la consultation, le dialogue, la coopération et l'action avec les forces progressistes africaines. Propose qu'à cette fin, le groupe de travail « Afrique » se réunisse en février-mars 2020 en vue de l'adoption d'une feuille de route ;

demande au nouveau Bureau Exécutif d'envisager l'organisation d'une tournée du PGE en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso et Ghana) au premier trimestre 2020, afin d'y tenir des réunions avec les forces démocratiques et de gauche ;

demande au nouveau Bureau Exécutif d'envisager de soutenir l'organisation de la 6^e Conférence de Dakar fin 2020. Cette conférence internationale à Dakar réunira, à l'Université Cheikh Anta Diop et pendant plusieurs jours, des centaines de participants parmi lesquels figureront des invités de plusieurs pays d'Afrique, des chercheurs, des défenseurs des droits de l'homme et des militants d'organisations politiques, syndicales, estudiantines et citoyennes. Cette conférence est le fruit de la collaboration entre la Fondation Gabriel Péri et le bureau régional d'Afrique de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxemburg, le parti de l'indépendance et du travail (PIT-Sénégal) et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Pour une école laïque

Prémisse

La religion est un choix personnel important dans la culture de chacun.

Tout en tenant compte de son rôle dans l'histoire des pays, dans l'architecture ainsi que dans la peinture, il est important de souligner que les religions influencent la société, entrent dans nos vies, et ont donc des conséquences sur nos vies quotidiennes.

Dans nos pays, les autorités religieuses sont présentes dans l'éducation, dans les services publics, dans les divertissements. Leur empreinte sur la formation de la personnalité des jeunes ne peut être ignorée. En présence de fondamentalisme et d'autoritarisme, les conséquences, à plusieurs niveaux et selon différentes réalités, sont des attaques contre les droits fondamentaux, en particulier contre la liberté et l'autodétermination des femmes. Cela renforce la société patriarcale. Les conséquences sur le corps des femmes prennent la forme d'une culpabilisation, d'un contrôle et de restrictions. L'obéissance et le contrôle social sont encouragés.

La laïcité est une valeur civique.

La laïcité des institutions publiques est la meilleure façon de garantir une coexistence pluraliste et égalitaire, une société sans privilège. La liberté de conscience et la neutralité de l'État dans les affaires religieuses sont les principales composantes de la laïcité.

Laïcité à l'école

L'établissement scolaire est l'endroit où l'on rencontre des citoyens de tous âges et de toutes conditions socioéconomiques. Il a pour devoir de faire découvrir la pluralité des convictions des uns et des autres et de ne pas les combattre : la pluralité n'est pas une menace. L'école laïque enseigne la paix civile et le respect des convictions de chacun, la liberté individuelle et la liberté de conscience, sans discrimination, et enseigne également l'égalité devant la loi. Elle pratique des relations sociales inclusives, sans toucher aux racines culturelles, et promeut une pédagogie féministe.

Les droits de l'enfant, la Déclaration des droits de l'enfant de 1959 et la Convention des droits de l'enfant de 1989 refusent l'endoctrinement religieux et le prosélytisme à l'école. La religion, qui est une conviction parmi d'autres, doit être transmise dans la sphère privée, et non à l'école.

Éducation religieuse

À l'école laïque, l'éducation religieuse n'est pas une matière d'enseignement, ni un cours au choix ou facultatif ; elle ne peut faire l'objet d'une évaluation et ne doit pas apparaître dans l'emploi du temps hebdomadaire des élèves.

L'engagement du PGE en faveur d'une école laïque

Nous résumons notre action pour une véritable école laïque dans nos pays de l'Union européenne dans les cinq engagements du Parti de la Gauche Européenne présentés ci-dessous. Nous les concrétiserons en associant des initiatives institutionnelles, des mobilisations dans les rues et dans les syndicats et des exigences associatives.

Nous travaillerons avec la communauté éducative afin d'atteindre les objectifs suivants :

1. la promotion d'une école laïque dans toute l'Europe ;
2. la mise en place d'une école laïque qui enseigne la paix, la justice sociale et le respect des croyances des autres, sans discrimination, ainsi que l'égalité devant la loi ;
3. la pratique d'une pédagogie féministe qui efface tout stéréotype encouragé par l'éducation religieuse ;
4. la mise en place d'écoles sans aucun signe religieux ;
5. la lutte pour l'allocation de l'argent public aux écoles publiques.

Le groupe de travail « Éducation » participe à l'élaboration et à la proposition d'actions relatives à la pédagogie laïque et féministe.

S'organiser pour vaincre l'extrême droite

Le Congrès constate le développement et le renforcement persistants des partis et mouvements d'extrême droite dans le monde entier et reconnaît la menace que cela représente pour nos communautés, pour la diversité et pour l'égalité et la justice sociale. Il est capital de s'organiser pour vaincre l'extrême droite et affirmer les valeurs et la vision de notre Parti de la Gauche Européenne, en association avec d'autres forces qui partagent notre point de vue.

Dans ce contexte, le Congrès se félicite de la création du groupe de travail « Lutte contre l'extrême droite ». Cette initiative est née de la conférence « No Pasaran », organisée avec succès à Londres en mars 2019, sous l'impulsion de Left Unity et Transform UK et avec le soutien du Parti de la Gauche Européenne et de Transform Europe. Cette conférence avait rassemblé plusieurs centaines de militants de toute l'Europe afin de discuter et planifier la manière dont les forces progressistes et de gauche peuvent faire face à la montée de l'extrême droite, en Europe et ailleurs.

De nombreux partis se sont réunis pour la première réunion du groupe de travail au mois de septembre : ils y ont partagé leurs expériences et analyses, organisé un atelier couronné de succès au récent Forum européen de Bruxelles et proposé la tenue, en 2020, d'une nouvelle conférence européenne No Pasaran, ouverte à tous les courants politiques, afin de renforcer davantage l'engagement et l'implication de la Gauche Européenne dans cette lutte cruciale.

Le Congrès soutient cette proposition d'une nouvelle conférence No Pasaran, afin de discuter et de planifier stratégiquement des mesures conjointes d'analyse, de soutien et d'action, et en fait l'une de ses initiatives prioritaires.

L'hécatombe humaine et l'exploitation des réfugiés et migrants doivent cesser

Le PGE est extrêmement préoccupé par l'intensification des pertes humaines due à l'indifférence, au cynisme et aux choix stratégiques des élites politiques, qui font plein de victimes dans le monde entier et ne leur laissent d'autre choix que de quitter leur terre d'origine.

Des personnes sans protection perdent la vie en tentant désespérément de trouver un minimum de sécurité et d'espoir, loin de chez elles.

C'est un fait choquant, mais prouvé : le système international établi du droit et des conventions internationales visant à protéger les droits de l'homme fait l'objet d'attaques de gouvernements du monde entier, y compris, malheureusement, de gouvernements européens.

La Convention des Nations unies sur les réfugiés est mise à mal et contournée par les efforts concertés des gouvernements européens et de l'Union européenne afin d'empêcher les demandeurs d'asile d'atteindre le territoire européen.

Les conventions maritimes internationales sont violées, prolongeant ainsi les souffrances des enfants, des femmes et des hommes qui sont parvenus à fuir la guerre et les persécutions dans leur pays d'origine.

Le respect de la vie de famille et le droit à la réunification familiale, consacré dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), sont également remis en cause.

La Gauche Européenne considère qu'il s'agit d'une évolution extrêmement dangereuse. À une époque où plus de 70 millions de personnes sont des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, nous devons renforcer, et non affaiblir, les instruments et notre engagement à protéger les droits de l'homme et les droits des réfugiés, et exhorter tous les gouvernements européens à ratifier et respecter toutes les conventions pertinentes des Nations unies et du Conseil de l'Europe relatives aux droits de l'homme ainsi qu'à les mettre en œuvre et à les intégrer dans leur législation nationale.

C'est pourquoi le PGE exige avec fermeté et défend :

- l'abrogation du règlement de Dublin ;
- l'existence de couloirs humanitaires pour ceux qui fuient la guerre ou la crise ;
- des canaux d'entrée légaux en Europe pour ceux qui sont en danger dans leur propre pays. Il est urgent de mettre fin aux rapatriements individuels et collectifs, en particulier ceux de personnes vulnérables et vers des pays où elles risquent des traitements inhumains et dégradants ;
- la fermeture des centres de détention administrative des migrants et réfugiés en Europe et la mise en œuvre de politiques harmonisées de régularisation des personnes en Europe ;
- le respect des droits du travail des travailleurs migrants, grâce à la ratification de la Convention internationale des Nations unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée il y a 20 ans ;
- des plans de coopération promouvant les droits de l'homme consacrés dans la Convention de Genève ;
- des sanctions contre les gouvernements de pays européens ou non européens qui refusent d'accepter les migrants et les emprisonnent ou sont responsables de traitements inhumains et dégradants.

Ce crime de masse ne peut plus être toléré !

Pour une politique européenne de l'eau

L'eau est la source de vie de l'homme et de l'environnement.

Toutefois, la qualité et l'accès à l'eau sont menacés. L'assainissement, les taxes, des infrastructures inadéquates ou dégradées, la pollution des eaux souterraines et la privatisation représentent une menace pour un droit fondamental des enfants, des femmes et des hommes de nos pays.

L'approvisionnement en eau dans le secteur de l'agriculture pose également problème.

Tout cela peut avoir des conséquences sur notre santé à tous.

La marchandisation de l'eau et sa gestion, que ce soit dans le cadre d'un partenariat public-privé ou dans le secteur privé, engendrent une concurrence entre ces acteurs ainsi qu'aux niveaux local, national et même international.

L'eau est un droit de l'homme.

Comme la santé, le transport, l'approvisionnement en énergie et les nouvelles formes de communication, l'eau est un service public et donc un bien commun.

Sa gestion ne peut être que démocratique.

Le groupe de travail « Services publics » s'engage

a) à approfondir la question de l'eau afin que

- la gestion de toute infrastructure en rapport avec l'eau soit exclusivement publique ;
- l'accès à l'eau soit garanti à tous ;
- la politique de fixation des prix de l'eau soit définie de façon démocratique ;
- le contrôle de la qualité de l'eau soit une obligation publique ;

b) à organiser, au premier semestre 2020, un colloque/débat sur l'eau, si possible dans un lieu qui rencontre des problèmes dans ce domaine, ou, au contraire, quelque part où des solutions ont été trouvées.

Le groupe de travail soutient également les mesures prises en vue de la création d'un Observatoire européen des services publics.

Solidarité avec le Labour Party et Jeremy Corbyn

Le Congrès de la Gauche Européenne salue chaleureusement et transmet toute sa solidarité à Jeremy Corbyn, chef du parti travailliste britannique (Labour Party).

Depuis votre élection à la tête du Labour Party en 2015, nous avons suivi de près l'évolution de ce dernier. Nous nous sommes sentis inspirés par votre courage, et notamment par la manière dont vous avez œuvré pour remettre les politiques au service du peuple et venir à bout des politiques d'austérité.

Votre devise « For the many, not the few » (pour la majorité, et non pour la minorité privilégiée) est un message puissant, que nous partageons.

Le résultat que le Labour Party a obtenu n'est pas celui que souhaitaient les forces progressistes et socialistes d'Europe. Nous savons toutefois qu'il est dû au pouvoir énorme que détiennent les forces du capital.

Aujourd'hui, nous sommes avec vous et nous déclarons que la lutte pour l'égalité et la justice sociales se poursuit.

Nous nous battons jusqu'à la victoire.